



## Où on (re)parle d'éducation et politique

Patrick RAYMOND

« Une transformation pédagogique est toujours le résultat et le signe d'une transformation sociale qui l'explique. »

E. Durkheim

1

La campagne présidentielle bat son plein, dans notre pays et la question de l'éducation a été pensée comme un enjeu électoral majeur par les principaux candidats à l'élection, tant le gouvernement sortant a en cinq années, mesure après mesure, démantelé et modelé l'école à son projet idéologique, « projet qui se heurte de plein fouet aux valeurs humanistes officiellement promues par l'institution » comme le souligne C. Puren dans le numéro.

Les droites, qui tentent à nouveau de réactiver le clivage entre « pédagogues » (rebaptisés « pédagogistes ») et « républicains » (comme si un pédagogue ne pouvait être un républicain), sur toile de fond du rejet de l'héritage de Mai-68, ont bien un projet de remise en cause de l'école pour tous.

Nous ne pouvons cependant pas cantonner la réflexion à ce contexte pourtant lourd d'enjeux importants pour l'avenir du système éducatif dans notre pays ni la laisser s'enfermer dans un cadre de pensée imposé par d'autres.

La relation entre éducation et politique est une histoire ancienne.

Parler d'éducation et politique revêt des réalités multiples.

C'est, par exemple, dans les cours d'histoire géographie éducation civique mais pas seulement là, enseigner les débats de société, l'actualité politique ; les « questions socialement vives » qu'elles soient nationales ou internationales. Sans déroger, ce faisant, au

devoir de réserve qu'exige le principe de laïcité du fonctionnaire de l'Éducation Nationale ; nous obligeant, malgré nous, à louvoyer entre interprétation partisane et neutralité hypocrite qui renvoie dos à dos les protagonistes.

C'est aussi, enseigner le, éduquer au, Politique pour former un citoyen qui s'engage dans les affaires de la Cité.

C'est penser les représentations de nos métiers qui ont cours dans la Cité (chez les parents par exemple) et qui peuvent peser sur les pratiques.

De tous temps, les usages sociaux auxquels on a voulu préparer les élèves ont configuré les systèmes éducatifs, la formation des maîtres, les pratiques pédagogiques. C'est un des aspects que ce numéro met en évidence et sur lequel plusieurs articles apportent un éclairage. La réalité est toujours plus complexe que ce qu'il y paraît à première vue ; en tout cas, jamais dichotomique. Quand on s'intéresse à la nature des systèmes éducatifs selon la nature du régime politique, si on voit bien le lien entre les régimes dictatoriaux, autoritaires (Allemagne nazie, Espagne franquiste, pays communistes d'Europe centrale et orientale...etc) et un système éducatif qui a vocation à dresser, embrigader, formater, soumettre l'individu et domestiquer l'esprit, il n'y a pas de relation univoque entre l'état démocratique et un système éducatif qui lui serait spécifique. Dans les démocraties, l'éducation peut être organisée de façon telle que les

pratiques qu'elle génère, clivent, hiérarchisent, excluent en instaurant concurrence et individualisation. C'est bien une question de façon de faire plus que de contenu ; un cours sur la solidarité, avec toutes les meilleures intentions du monde, peut générer de l'exclusion dans la classe. L'enfer est pavé de bonnes intentions...

D'autres pratiques, celles que porte l'Éducation Nouvelle, visent à développer, encourager, éduquer à la solidarité, construire l'esprit critique, la possibilité de porter un regard raisonné sur le monde ; visent à démocratiser l'accès aux savoirs et à la culture. C'est dans cette perspective que le devoir de réserve imposé par le principe de laïcité prend tout son sens ; ou encore le fait de former un citoyen qui non seulement s'engage dans les affaires de la Cité mais le fasse en pensant au bien public et à l'intérêt collectif ; son intérêt parce que celui de l'autre.

2

Aujourd'hui, force est de constater que les politiques néolibérales portent un projet éducatif lourd de conséquences pour le devenir de notre société : faire du savoir une marchandise, préparer les individus à n'être que des exécutants, installer la scène d'un monde de compétition où les plaisirs sont octroyés par l'argent facile, diffuser dans les médias des images d'une subjectivité dite « moderne », fermée sur elle-même.

L'obsession du résultat à court terme enfonce l'école dans la soumission, fragilise les sujets. Une telle modernité épouse l'idéologie de l'enfermement sur soi et la dégradation de l'estime de soi.

C'est pourquoi ce numéro, au-delà du constat, nécessaire, de l'éducation à l'heure du néolibéralisme, veut porter des perspectives qui montrent que nous pouvons construire une école démocratique.

Cette exigence oblige tous les acteurs d'une éducation pour la réussite de tous à aller au-delà des revendications quantitatives. Nous avons besoin de postes et de moyens mais nous devons surtout faire autrement. La Nation a besoin d'un projet porteur d'un renouvellement des pratiques pédagogiques, de propositions sur les contenus, programmes, rythmes, organisation des services, formation initiale et continue... Un projet pour réenchanter notre métier par une dynamique positive d'apprendre et d'enseigner (ce sera le thème de la prochaine livraison de notre revue). Un projet qui contribuerait, ici et maintenant, à davantage construire le vivre ensemble sur les valeurs humanistes de liberté, d'égalité, de fraternité ; un projet qui œuvrerait à rendre chaque être conscient de ses capacités d'apprentissage, de recherche et de création. L'Éducation Nouvelle y travaille.

L'éducation comme une « donation de sens » nous constituant comme humains : un enjeu d'avenir. ■

